

L'information d'une Française sur les batailles de 1916

Le 16 juin 1916, de Paris, Marie-Louise Puech donnait à son mari à la veille de l'offensive de la Somme le conseil, s'il était fait prisonnier, d'écrire à leur ami le professeur von Harder à Mannheim : « Bitte Frau zu benachrichtigen » (S'il vous plaît avertissez ma femme). Elle ajoutait : « Les Harder, qui ont l'habitude de correspondre par Berne, comprendraient tout de suite ce qu'il y aurait à faire¹. » Cette simple anecdote révèle la ressemblance de Marie-Louise avec toutes les femmes qui avaient un être cher au danger sur le front, mais elle montre aussi qu'avec sa pratique des correspondances internationales Marie-Louise n'était pas n'importe qui. Titulaire d'une licence d'allemand en Sorbonne, elle avait enseigné au Canada et parlait l'anglais couramment. Elle et son mari, Jules Puech, étaient avant la guerre les piliers de la rédaction de la revue *La Paix par le Droit*, entourés de prix Nobel de la Paix ou futurs prix Nobel. Tandis que Jules affrontait sur le terrain les batailles de Verdun et de la Somme, Marie-Louise le remplaçait dans son travail pour le bureau parisien de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale et dans ses engagements militants notamment à la Ligue des droits de l'homme. Pour construire sa vision des batailles de 1916, elle disposait donc de lettres venant du front et de nombreuses informations puisées dans la presse internationale et au contact de personnalités bien placées.

L'information en provenance du front

Ses anciens amis du Canada envoyaient à Marie-Louise des fonds pour venir en aide à des soldats sans ressources. Ceux-ci lui répondaient en lui faisant part de leur expérience. Certains s'arrêtaient au siège de *La Paix par le Droit* et racontaient les horreurs sans s'apercevoir qu'ils ravivaient son angoisse. Mais la plus grande partie des descriptions venait des longues lettres quotidiennes de Jules qui utilisait des codages astucieux pour faire passer ce qu'il était interdit d'écrire. Les retards du courrier constituaient une information indirecte : ils signifiaient que ça bardait dans le secteur. Ainsi le 6 mars, lorsqu'elle n'avait pas de nouvelles depuis le 26 février. Par contre, le 23 mars, elle pouvait noter : « C'est un soulagement d'avoir des nouvelles d'avant-hier en ce moment. »

Signes annonciateurs et préparatifs

Dès le 6 janvier 1916, une lettre de Jules signale qu'on s'attend à « quelque chose de soigné » à Verdun. Des renforts arrivent, les bombardements s'intensifient. Le 11 février, c'est par un acrostiche qu'il fait passer l'information « on évacue les villages ». Le 15, fausse alerte, mais on sent qu'une offensive allemande est imminente. Enfin, le 21 février, la puissante canonnade et l'arrivée massive de renforts font comprendre que va se déclencher « quelque pastiss² général ».

Dans le cas de la Somme, les hommes du régiment de Jules Puech savent qu'ils vont participer à l'offensive franco-anglaise. Le 22 juin, Jules décrit les « interminables trains » qui montent vers le front, l'arrivée des grosses pièces d'artillerie, les nombreux aéros dans le ciel. Pour convaincre les fantassins qui ont déjà connu des expériences malheureuses en 1914 et en 1915, le haut-commandement annonce solennellement : « on ne doit faire avancer l'infanterie que sur des lieux formidablement préparés par l'artillerie » ; cela pourrait rassurer aussi Marie-Louise (30 juin). Mais, en approchant des lignes, les visions d'horreur se précisent et sont décrites par Jules, « villages saccagés, toits effondrés » ; croiser les blessés qui descendent laisse toujours une forte impression sur ceux qui montent.

Voir la mort de près

« Vous ne pouvez pas vous imaginer ce qu'est la bataille de Verdun », écrit le soldat Émile Baudens à Marie-Louise (15 mars). Au plus fort de l'attaque allemande, Jules Puech est secrétaire du cantonnement à Montzéville, et il tente de décrire ce qu'il voit. Il sait que le bois occupé par ses

¹ PUECH Marie-Louise et Jules, *Saleté de guerre ! correspondance 1915-1916*, présentée par Rémy Cazals, Paris, Ampelos, 2015. Les phrases des Puech citées dans cet article viennent de ce livre.

² Pastiss avec deux s. On peut traduire ce mot de la langue populaire par « chaos ».

camarades du 258^e RI est devenu intenable, et le village où il se trouve est systématiquement détruit par le bombardement : « Nous avons eu les vraies rafales de 4 ou 5 obus en quelque sorte collés, c'est-à-dire sans une seconde d'interruption. » Des hommes sont pulvérisés : « Et j'ai vu soudain, sur une fenêtre, à portée de ma main, une cervelle posée là comme si on l'y avait mise au frais. » D'un récit qu'il n'est pas possible de développer ici, retenons ce passage caractéristique (12 mars) : « Si tu savais combien c'est éloquent quand on annonce à une compagnie qu'elle va partir en laissant les sacs ; on sait ce que signifie cet allègement. »

Lors de l'offensive de la Somme, Jules Puech est redevenu simple combattant (au 365^e RI). « Je suis sain et sauf », annonce-t-il de manière laconique sur une carte postale du 20 juillet, dans l'espoir qu'elle arrivera plus vite qu'une lettre. Après cette information importante, le récit détaillé des journées de combat près de Péronne peut attendre et va se dérouler sur plusieurs longues lettres, résumées par la phrase : « J'ai vu la mort de près. » Il s'est décrit au milieu des balles et des obus qui auraient pu le frapper et qui ont tué ses camarades. Il a dessiné un trou d'obus où, sous les balles, il s'abritait avec trois camarades et en compagnie d'un cadavre. Marie-Louise n'était pas laissée dans l'ignorance de l'âpreté des combats.

Rescapé de la bataille

Jules Puech a donc survécu aux batailles de Verdun et de la Somme, et il a su l'apprécier. « Je viens d'entendre souffler un train. Pour un peu, j'en pleurerais d'émotion ! », écrit-il le 23 mars, « et pourtant 6 à 7 km seulement me séparent de ce pauvre village ravagé où j'étais encore il y a deux heures ». Des camions emportent les « épaves » des unités relevées : « On sentait qu'on fuyait la guerre. » On entend encore le canon, mais son tonnerre est assourdi. « Quel soulagement de te savoir un peu à l'arrière au lieu de t'imaginer dans cet enfer de bombardement », répond Marie-Louise.

Même satisfaction après les combats de la Somme : la relève d'un coin très exposé est effectuée « à toute allure » (23 juillet). Mais le rescapé a un triste devoir à remplir ou à faire remplir par sa femme : « Rouvel avait recommandé de prévenir avec beaucoup de ménagements de sa mort – éventuelle – une dame dont voici l'adresse... » Et Marie-Louise va s'en charger et découvrir ainsi une autre facette de la bataille.

Les « héros » sortis des combats constatent amèrement que, tandis que la bataille se poursuit, la bêtise militaire continue à régner : on doit écouter un rapport sur les « marques extérieures de respect (façon de les observer quand un officier vient vous voir au travail et que notre salut doit lui marquer notre reconnaissance pour l'intérêt qu'il nous porte) » ; ordres et contrordres sur des questions dérisoires ; saccage des récoltes pour des exercices stupides ou des cérémonies ridicules qui ne suscitent que moquerie de la part des soldats (6 mai, 29 juin).

La réflexion plus large du combattant

Dès le 7 mars, le soldat Jules Puech estime que l'attaque massive des Allemands n'a pas réussi. Le 21 mars, il précise : « Il y a un mois aujourd'hui que la bataille dure et l'ennemi n'est pas arrivé à ses fins tout en perdant cependant beaucoup ; la distance qui le sépare de la ville convoitée est encore à considérer et il y a beaucoup de troupes et on est fort averti. Donc, je ne crois pas à sa victoire. » À partir de ce constat, et avec l'expérience acquise déjà en 1915, « les poilus concluent à la vanité de toute offensive désormais ». Pourtant, celle des Anglais et des Français sur la Somme semble obtenir de bons résultats mais, écrit Jules Puech (13 juillet) : « Le premier pastiss de toute offensive est presque toujours de favorable augure ; puis l'on déchanté quand arrivent les difficultés des secondes lignes. » Rendant visite à *La Paix par le Droit* au cours d'une permission, le soldat Émile Baudens « croit que ni les uns ni les autres ne perceront et qu'il y en a pour plus d'un an » (6 juin).

L'épuisement des uns et des autres pourrait-il persuader les gouvernants d'entrer en discussion pour la paix ? C'est ce que souhaitent Jules Puech et tous ses camarades. « Les poilus se considèrent comme les victimes des gouvernants. La majorité serait ravie que l'affaire se résolut par un duel entre Guillaume II et Poincaré. Il est à peu près impossible d'expliquer au poilu-courant la raison de la guerre : elle est maudite, haïe, subie, et le jour de la paix est le seul souhaité³ » (29 juillet).

Jules Puech a compris que l'offensive de la Somme pouvait contribuer à alléger la pression sur

³ On trouvera de multiples illustrations de ce thème dans l'ouvrage collectif *500 Témoins de la Grande Guerre*, dirigé par Rémy Cazals, Portet-sur-Garonne, Éditions midi-pyrénéennes, et Moyenmoutier, Edhisto, 2013.

Verdun. Mais il a aussi une vision plus large grâce aux informations envoyées par sa femme et à sa réflexion sur la presse disponible. Dès le 18 février, il note la prise d'Erzurum par les Russes. Le 23 avril il demande à sa femme : « Que dit-on de Trébizonde ? des Russes débarquant à Marseille ? » Le 4 juin, à propos du Jutland : « Il me tarde d'avoir de toi des indications au sujet de cette bataille navale qui semble être une rude tape pour les Anglais. » À Paris et grâce à ses relations, Marie-Louise est évidemment mieux placée pour obtenir des informations internationales afin de les transmettre à son soldat.

L'information obtenue à l'arrière

Pour la bibliothèque Frédéric Passy, liée aux organisations en faveur de la paix, Marie-Louise se procure plusieurs revues et journaux français, suisses, anglais, allemands ; sa connaissance des langues lui permet de les lire et elle prend le temps de les analyser. Elle rencontre des personnalités proches du pouvoir, d'autres qui ont effectué des voyages chez les divers belligérants. La première série d'informations évoque le front mais passe par un filtre, c'est « le communiqué ».

Le communiqué militaire français

« Il n'y a rien de plus menteur qu'un communiqué », écrit Marie-Louise à son mari avant même que commence la bataille de Verdun (13 janvier), « et rien de plus naïf en même temps, maintenant qu'on connaît les ficelles et les sous-entendus. L'histoire des ennemis, par exemple, qui ne réussissent à se maintenir que dans quelques éléments de tranchée = des tranchées françaises perdues et dont on n'avait pas annoncé la perte en son temps. » Mais, à qui sait le lire, le communiqué peut apprendre beaucoup. Ainsi le 19 mars : « Voilà que le communiqué parle de ta résidence⁴ ce matin en y signalant un violent bombardement. Comme, jusqu'ici, le bombardement avait eu lieu sans qu'on le signalât, qu'est-ce que ce doit être, mon Dieu ! » Et elle ajoute qu'elle n'a pas eu de lettre depuis deux jours. Le retard du courrier confirme la bonne interprétation du contenu du texte officiel.

Plus tard (27 mars), Marie-Louise écrit : « Le communiqué ne dit rien de nouveau si ce n'est que la canonnade continue dans tes anciens parages. Il semble, à vue civile, que l'affaire de V soit ratée pour les Allemands. » Elle rejoint ici ce que son mari avait noté de son côté. Elle ajoute cependant : « Ce qui ne veut pas dire qu'avec leur merveilleuse patience et tous les moyens qu'ils ont inventés, ils ne reviennent pas à la rescousse. » Plus tard encore (8 juin), alors que Jules n'est plus à Verdun mais se prépare à partir pour la Somme, elle interprète bien les récentes informations militaires : « J'avais bien compris avant-hier que le communiqué français, décernant des honneurs au commandant qui tenait le fort de Vaux, signifiait qu'il allait être perdu ; et quoique le communiqué de ce matin ne le dise pas, c'est une préparation à celui de 3 heures qui le dira. » En effet, le fort de Vaux est tombé aux mains des Allemands le 7 juin.

La presse française

Le communiqué était affiché en certains lieux publics et la presse le reproduisait sans pouvoir exercer de véritable critique. Le public ne croyait pas les journaux, mais on se précipitait sur eux en période de bataille. Marie-Louise, conduite à lire beaucoup de titres, savait établir des distinctions entre eux : « Depuis que je dépouille les journaux, je me fais une certaine expérience de tous », écrit-elle le 19 janvier 1916. La différence de deux sous dans le prix du *Temps* par rapport aux autres quotidiens est justifiée mais ce journal « a toujours l'air de mauvaise foi ». Il n'est pas très sérieux lorsqu'il annonce, le 20 février, que si les Allemands attaquent à Verdun, tout est prêt pour « les recevoir ». *L'Humanité* « est extrêmement intéressante » sur la situation en Allemagne ; *Le Bonnet rouge* est « spécial, bizarre, il y a souvent des bouts d'information qu'on ne trouve nulle part ailleurs. [...] J'ai tenu à ce que nous nous abonnions à *L'Écho de Paris* et je ne le regrette pas car il me fournit toute une rubrique de stupidités que je relève consciencieusement et fais fichier : ce sera une mine précieuse⁵. » On peut trouver dans les lettres de Marie-Louise de nombreux cas d'attitude méfiante envers la presse, par exemple le 30 juillet à propos de l'offensive Broussilov : « Depuis le temps qu'on

⁴ Sa localisation précise a été transmise par codage.

⁵ *L'Écho de Paris* était le journal de Maurice Barrès, bête noire des époux Puech. « Qu'attend Barrès pour aller au feu ? » demandait Jules dans sa lettre du 12 avril.

additionne les prisonniers autrichiens, il est étonnant qu'ils aient encore un soldat ! »

Elle avait elle-même à affronter la censure pour publier *La Paix par le Droit*, et à ruser avec les censeurs : « Je suis dans une mentalité de combat et c'est une bonne chose car cela me soutient. Explication : j'étais cet après-midi à la censure ; cela suffit » (1^{er} mars). Aussi se réjouit-elle du bon tour que lui a joué le député socialiste Brizon. N'ayant pas pu passer un article qui visait Poincaré, il l'a lu à la Chambre, « ce qui fait que ce qu'on a refusé de laisser imprimer dans *Le Bonnet rouge* se trouvera tout au long de l'*Officiel* en compte rendu de séance » (15 juin). Notons encore que Marie-Louise envoyait parfois à son mari *L'Humanité*, exemplaire caché à l'intérieur du *Temps* ou de quelque autre feuille mieux acceptée par l'autorité militaire.

Le 14 avril, elle écrivait : « *L'Humanité* m'a paru intéressante à cause des Russes. Il y a longtemps qu'on craint que les Russes ne fassent une paix séparée, franchement cela ne vaudrait pas la peine de s'être mis en guerre à cause d'eux pour en arriver là. » Sur ce problème international, comme sur beaucoup d'autres, Marie-Louise avait encore diverses sources d'information.

La presse étrangère

Ayant passé une année comme préceptrice en Angleterre, Marie-Louise connaissait le *Daily Mail* de lord Northcliffe qu'elle traite de « sacripant ». À propos d'un article trop optimiste sur Verdun, elle note (6 mars) : « C'est tout à fait le genre du *Daily Mail* qui est une sorte de *Matin* et qui est aussi le plus vendu et le plus bas et le plus impérialiste de tous les journaux. Je ne m'en laisse pas imposer mais les trois-quarts des gens qui ignorent qui est lord Northcliffe vont se faire des idées fausses sur la valeur de cet article. » Le *Times* n'est pas en reste. Son amie Helen Spence lui envoie des coupures (16 avril) : « C'est aussi faux que ce qu'il y a dans nos journaux, et des gens comme les Spence croient ce qu'il y a dans le *Times* comme si c'était la Bible. C'est dans le genre des reportages de lord Northcliffe après sa visite à Verdun : les soldats qui demandent de retourner au feu dès qu'ils sont à l'arrière, la confiance des chefs, les lignes de défense inexpugnables, etc. »

Même si les uns penchaient vers les Allemands et d'autres vers les Alliés, les journaux suisses sont recherchés pour une certaine « neutralité » et parce qu'ils reproduisent les communiqués allemands. De Suisse arrive le mensuel du pacifiste autrichien Alfred Fried, prix Nobel de la Paix 1911, la *Friedenswarte*. Viennent aussi les journaux allemands, notamment le *Berliner Tageblatt*, à la grande stupéfaction de certains patriotes. Marie-Louise, qui a réponse à tout, connaît le réseau pour les faire venir et se réjouit de pouvoir les mettre à la disposition des lecteurs à la bibliothèque Frédéric Passy : ils « se précipiteront en foule ces jours-ci pour lire l'opinion du *Berliner Tageblatt* » (lettre du 28 février).

Évidemment, l'esprit critique s'impose aussi pour lire la presse allemande. Marie-Louise pointe les situations ridicules, ainsi ces « arrêtés des commandants militaires de Cassel et de Cologne contre la mode actuelle. Celui de Cologne a décidé que chaque fois que la police verrait en vitrine des modes qui lui paraîtraient exagérées et non conformes à l'esprit de guerre, elle pourrait les faire enlever » (30 avril). À propos de la bataille du Jutland, « il y a de l'hypocrisie chez eux de n'avoir pas indiqué leurs pertes le premier jour, et d'avouer maintenant que "pour des raisons militaires" ils n'avaient pas parlé de la perte de deux vaisseaux dont un cuirassé. Ils n'ont pas voulu annoncer toutes les pertes le même jour afin de faire pavoiser et ils le disent peu à peu » (8 juin).

Marie-Louise a pu utiliser ses remarques dans un article publié en 1916 dans *La Grande Revue* sous le titre « L'Allemagne à travers les annonces et les réclames de ses journaux ». Elle participait ainsi à la réflexion sur les conditions de la poursuite de la guerre, réflexion que menaient aussi des personnalités françaises et étrangères de haut niveau qu'elle rencontrait fréquemment.

Contacts avec les personnalités

Avant 1914, les Puech étaient en relation avec députés, sénateurs et autres notables faisant partie des comités directeurs de *La Paix par le Droit*, de la Société pour l'arbitrage entre les nations, de la Ligue des droits de l'homme. Citons en particulier le sénateur Paul d'Estournelles de Constant, prix Nobel de la Paix 1909, qui tient Jules et Marie-Louise au courant de sa correspondance de type diplomatique avec le professeur Butler, proche du pouvoir aux États-Unis. Quant au président de la Société pour l'arbitrage, Charles Richet, prix Nobel de médecine, il a effectué un voyage en Russie à la veille du déclenchement des batailles de 1916. De retour, il doit faire passer son rapport à Poincaré ; il vient demander à Marie-Louise de le dactylographier. Elle écrit à son mari (18 janvier) : « Je ne te

dirai naturellement pas ce qu'il y a sur ce document puisqu'il doit être secret, mais je puis te dire qu'il n'y a rien que je ne sache ou dont je me sois doutée depuis longtemps à propos de la Russie. Richet est, malgré son pessimisme à l'égard de la Russie, très optimiste quant au résultat final de la guerre. Ce qu'il a vu et entendu en Suède, Norvège, Danemark, lui fait croire qu'au point de vue financier les Allemands sont coulés. »

Le 28 février, chez Mme François et Mme Monod, dont les maris sont proches des ministres, on ne parle que de Verdun. Le sous-secrétaire d'État Justin Godart, directeur du service de santé aux armées, « est allé sur les lieux dès le premier choc et il a trouvé des choses assez mal préparées. Il n'y aurait pas eu de seconde ligne de retranchements, tout cela ne serait desservi que par un petit chemin de fer à voie étroite qui n'assurerait naturellement pas de rapides services de ravitaillement⁶. [...] Briand aurait demandé au général Pétin (orth ?) de prendre la direction des affaires. » Marie-Louise, qui ne connaît pas encore Pétain, sait que Joffre « est très discuté » car on lui reproche l'impréparation de la défense. Sans citer son nom, mais en utilisant une périphrase que seul son mari pouvait comprendre, elle va revenir à plusieurs reprises sur l'incapacité de Joffre.

Par la fille du général Percin⁷, qui vit dans un milieu d'officiers, Marie-Louise apprend « que Pétain⁸ avait réuni les officiers commandant la région de Verdun dans une conférence où il leur avait demandé de tenir jusqu'au 1^{er} juillet. Ce serait donc le jour du grand déclenchement russe, anglais, etc. » Les informations de Marie-Louise lui permettaient ainsi d'établir le lien entre les différentes batailles de 1916. Et, par un banquier belge reçu chez Mme Alcan (femme de l'éditeur), par le Norvégien Christian Lange (futur prix Nobel de la Paix) qui pouvait circuler chez tous les belligérants, par Willoughby H. Dickinson (professeur à Cambridge), par Miss Cameron (son ancienne collègue de l'université McGill à Montréal), elle obtenait des informations sur la situation économique et sociale de l'Allemagne, sur les dessous de la révolte irlandaise, sur les pertes subies par les soldats canadiens : « le nombre des garçons que je connaissais et qui ont été tués ou démolis dépasse tous les records, c'est effroyable » (15 juillet), tandis que l'on voit « des théories de séminaristes qui continuent à défiler dans les rues de Montréal » (20 juillet). En même temps, elle assistait à d'autres batailles qui se déroulaient entre Français, par exemple au sein de la Ligue des droits de l'homme où Charles Gide, Georges Demartial et Mathias Morhardt faisaient sécession pour animer une Société d'études documentaires et critiques sur la guerre (plusieurs mentions à partir du 23 janvier 1916) ; ou bien encore entre les dames pacifistes du comité de la rue Fondary et une ligue pour entretenir la haine de l'ennemi (30 juin) ; entre le groupe clérical de l'abbé Wetterlé et la Ligue républicaine d'Alsace-Lorraine, fondée par Charles Andler et d'anciens dreyfusards (à partir du 8 juin).

Conclusions

On voit avec ces quelques exemples que, même en période de grande bataille, l'Union sacrée entre les Français n'était pas parfaite ; Marie-Louise savait aussi que des contestations existaient en Allemagne et elle citait Karl Liebknecht, Richard Grelling, Hermann Ternau. On peut retenir sa formule, écrite le 14 juillet 1916, qui rejoint l'opinion des combattants : « Ah ! ce bataillon sacré des gouvernants et chefs d'État et de partis, que ne peut-on le constituer et l'envoyer en première ligne, tout à fait à l'honneur ! »

Marie-Louise vivait dans l'angoisse et savait percevoir l'épuisement des individus et la grande fatigue des peuples. Dans sa correspondance, en dehors de la lacune concernant l'Italie, comme si le front alpin apparaissait secondaire, elle fut très bien informée sur les batailles de 1916 et leur environnement politique et logistique. De son mari qui y participait, elle recevait de longues lettres qui ne cachaient presque rien ; elle lisait beaucoup et savait se renseigner sur l'ennemi en consultant la presse de l'ennemi, toujours avec esprit critique, volonté de réflexion et de confrontation des sources. Elle voyait bien le lien entre Verdun et la Somme ; elle se posait des questions sur l'offensive Broussilov, comme son mari, de Verdun, interrogeait sur Trébizonde et sur le Jutland.

⁶ Voir la plus récente mise au point : PROST Antoine et KRUMEICH Gerd, *Verdun 1916*, Paris, Tallandier, 2015, chapitre II.

⁷ Un général marqué à gauche, auteur de plusieurs ouvrages sur la guerre de 1914-1918, les faiblesses du haut-commandement, la mauvaise liaison entre infanterie et artillerie, etc.

⁸ Cette fois, le 24 juin, elle ne peut plus hésiter sur l'orthographe de son nom.

Le 5 juillet 1916, avec beaucoup de bon sens, elle pouvait noter : « J'espère que le commandement a appris quelque chose au cours de la guerre et qu'il sait ce qu'il fait. »

Rémy CAZALS, professeur émérite à l'université de Toulouse Jean Jaurès